



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 3 :

PAS UN CENTIME POUR
OULD DADDAH

Page :4 :

TCHAD : L'ATTENTAT MANQUE
DU FROLINAT

Page 5 :

UNE NOUVELLE FORME DE
L'APARTHEID

Page 7 :

KISSINGER EN AFRIQUE :
LES CAROTTES ET LE BATON

Page 9 :

1er MAI : JOURNEE DES
TRAVAILLEURS



prix: 1 Franc

N° : 38 — 26 avril 1976

NON

AUX

EXPULSIONS !

Le vendredi 16 avril, vers 6 heures de matin, des agents de police ont fait irruption dans plusieurs foyers de Sonacotra. Ils ont embarqué violemment seize délégués de locataires de foyers en grève et les ont expulsés en les renvoyant dans leurs pays d'origine.

Et les autorités ont encore récidivé sous une autre forme, samedi 24 avril, après la manifestation de protestation contre les expulsions. La police s'est livrée à une véritable chasse aux émigrés, dans les stations de métro de Belleville et de Ménilmontant, et jusqu'à l'intérieur d'une rame de métro. Elle a procédé à des interpellations, à des vérifications d'identité contre tous les africains et nord-africains.

Les seize travailleurs émigrés ont été expulsés pour leur participation à la grève des loyers menée par les locataires de la Sonacotra. Ils refusent de payer un loyer de 250 F pour quelques mètres carrés par locataire. Ils refusent de payer un loyer exorbitant par rapport au service rendu. Ils refusent par ailleurs l'insuffisance, voire l'absence des droits et des libertés à l'intérieur du foyer, le racisme des gérants.

Tous les travailleurs originaires d'Afrique connaissent bien les problèmes qui ont poussé les locataires de la Sonacotra à la lutte. Ils les connaissent même parfois en pire : généralement, plus les conditions de logement sont mauvaises, plus le prix au mètre carré est cher. Ils ne peuvent être, bien sûr, que pleinement du côté de ceux de Sonacotra, d'autant plus que l'expérience de tous les foyers montre que ce n'est que par la lutte que les quelques améliorations réclamées ont été obtenues.

Mais face à la répression qui a frappé ceux de Sonacotra, en particulier face aux expulsions, il y a un problème plus général.

En frappant ceux qui luttent, la police veut intimider tous les travailleurs émigrés. Elle veut leur faire peur, et veut les empêcher de participer aux luttes, et pas seulement dans les foyers et sur le plan des revendications particulières des locataires de foyers, mais également dans les entreprises, là où les travailleurs émigrés participent aux luttes en tant que membres de la même classe ouvrière que leurs camarades de nationalité française.

Depuis deux ans, le gouvernement multiplie les mesures qui rendent les conditions de travail des travailleurs émigrés plus précaires. Pour ce qui est en particulier des travailleurs originaires d'Afrique de l'Ouest, ils sont depuis décembre 1974 soumis à l'obligation de la carte de séjour. Depuis le 15 janvier de cette année, tous ceux qui sont en chômage depuis six mois et sans ressources peuvent être expulsés à tout moment.

Eh bien, il ne faut pas que les autorités puissent avoir raison. Il ne faut pas qu'elles puissent restreindre encore nos droits. Il ne faut pas qu'elles puissent s'attaquer ne serait-ce qu'à un d'entre nous pour le sanctionner d'avoir revendiqué. Il ne faut pas que les mesures gouvernementales et l'attitude de la police puissent nous décourager de lutter pour défendre nos conditions d'existence et notre dignité.

Réagir contre les expulsions, contre les mesures d'intimidation du pouvoir concerne tous les travailleurs émigrés. Et pas seulement eux : si le pouvoir parvenait à ses fins ; s'il parvenait à décourager les travailleurs émigrés, c'est toute la classe ouvrière en France qui en pâtirait. Dans la période de crise qui vient, où la bourgeoisie aggravera ses attaques contre les travailleurs, la classe ouvrière ne doit pas se laisser diviser, se laisser affaiblir en aucune de ses composantes.

Et cela, les travailleurs émigrés doivent l'expliquer aux travailleurs français, afin que ceux qui, par stupidité ou par manque de conscience, en veulent aux travailleurs émigrés ne puissent donner le ton aux travailleurs français.

Enfin, il faut affirmer en cette occasion partout que non seulement il faut interdire toute expulsion, mais qu'il est de l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière de se battre pour que tous les travailleurs, quelque soit leur origine, aient les mêmes droits politiques, juridiques et syndicaux.

PAS UN CENTIME POUR OULD DADDAH

Le gouvernement de Ould Daddah organise une campagne dans l'émigration mauritanienne par l'intermédiaire du consulat à Paris. Des émissaires du consul font la tournée des foyers depuis le mois de mars pour tenter de convaincre les locataires mauritaniens de cotiser en faveur des familles victimes de la guerre.

Cette campagne dans l'émigration est d'ailleurs le prolongement d'une campagne plus vaste en Mauritanie même. Ould Daddah ose faire appel à la charité publique pour aider les familles victimes de la guerre, car, prétend-il, le gouvernement n'est pas assez riche pour payer des pensions.

Pas un travailleur ne doit participer à cette campagne, pas un travailleur ne doit donner un centime aux émissaires de Ould Daddah. Quelle garantie ont ceux qui versent de l'argent que les sommes amassées vont réellement aux victimes de la guerre ? Même si la destination officielle de l'argent est l'aide aux familles, ce serait une façon de participer, de nos poches, à l'effort de guerre.

Ould Daddah et les siens ont engagé le pays dans une guerre qui ne profite qu'aux riches, mais dont tout le poids pèse sur les travailleurs et les paysans pauvres. Ils ont engagé la Mauritanie dans une sale guerre, dans une guerre d'oppression contre le peuple du Sahara Occidental.

Les travailleurs mauritaniens ne veulent ni mourir pour les intérêts des privilégiés de la Mauritanie, ni se transformer en gardiens de prison à leur service contre le peuple du Sahara Occidental.

Alors, il n'est pas question de faire le moindre geste en faveur du dictateur Ould Daddah.

TCHAD: L'ATTENTAT

MANQUE DU FROLINAT

Le 13 avril, des défilés officiels ont eu lieu à N'DJAMENA capitale du Tchad, pour célébrer le premier anniversaire de l'accession du Comité Supérieur Militaire au pouvoir. C'est en effet à la même période que l'année dernière l'ancien dictateur Tombalbaye a été renversé par un coup d'Etat militaire qui porta le général Malbom à la tête de l'Etat.

Et c'est au moment même où Malbom se produisait dans la tribune officielle, place de l'Indépendance, que trois grenades ont été lancées dont une en sa direction.

Rappelons que c'est dans un climat de mécontentement général de la majorité de la population que ces festivités ont eu lieu.

Les petits commerçants sont victimes des contrôleurs des prix et des vrais ou faux douaniers qui font une descente dans les marchés et confisquent leurs biens sous prétexte qu'ils s'approvisionnent à Fort-Fourreau (ville camerounaise) au lieu d'acheter chez des grossistes de N'Djaména (qui vendent plus cher).

Les paysans doivent produire du coton à bon marché et de manière souvent obligatoire. Bien sûr, le Conseil Supérieur Militaire n'ose pas, comme le faisait Tombalbaye dans le cadre de son "opération Coton", leur demander 750 000 tonnes par an, ce qui ne fut d'ailleurs jamais atteint malgré les pressions intolérables sur les villageois.

La contestation gagne aussi les lycéens à qui le régime en place a répondu par le langage de la matraque et par la fermeture du lycée de la capitale.

Enfin et surtout il y a les travailleurs des villes qui ont des salaires de misère et aucun avantage social, qui sont victimes de l'inflation galopante, de la hausse des prix et de la stagnation des salaires. Le CSM a prononcé la suppression du droit de grève, droit qui, il est vrai, était déjà totalement formel sous Tombalbaye. Il a dû d'ailleurs considérer trop encombrant même le syndicat officiel, l'UNATRA (Union Nationale des Travailleurs Tchadiens), puisque celui-ci fut également dissous.

Le nouveau régime n'est pas meilleur que celui de Tombalbaye. Il continue de livrer le pays aux monopoles impérialistes, tels que Boussac trust français qui détient le monopole de la production du coton. Ce régime exerce une dictature sur la population. Malloum a le cynisme de se pavaner en "tenue léopard" à l'image des anciennes troupes coloniales françaises.

Malloum s'en est sorti indemne mais plusieurs personnes dans la foule ont été tuées et des dizaines blessées.

Cet attentat est revendiqué par le FROLINAT. Les attentats et les coups de main armés constituent la forme d'action privilégiée du FROLINAT.

Bien sûr, personne n'aurait pleuré Malloum, et bien sûr on ne peut concevoir de se débarrasser d'un régime de Tombalbaye ou de Malloum sans des actions armées. Et une organisation qui se prétend révolutionnaire et qui prétend défendre une politique pour les pauvres doit s'en servir, doit s'exercer au maniement des armes.

Mais la forme d'action choisie par le FROLINAT, c'est-à-dire l'attentat aveugle, ne procède pas de cela.

Ce type d'action procède d'un état d'esprit de mépris vis-à-vis de l'ensemble de la population. C'est une façon d'affirmer qu'on veut se passer de la participation consciente de ceux qu'on prétend justement défendre.

Il faut proposer une autre façon de gouverner le pays et c'est là où deux conceptions s'affrontent.

D'une part la conception de ceux dont nous sommes pour lesquels c'est l'ensemble de l'appareil d'Etat en place qu'il faut détruire et remplacer par l'organisation armée des travailleurs des villes et des campagnes, établir un système démocratique dans les villages, les quartiers, faire en sorte que la population elle-même participe à la gestion de ses affaires.

Au contraire, le FROLINAT, comme en d'autres temps et d'autres circonstances une organisation comme le FLN en Algérie, prépare d'ores et déjà un appareil militaire à mettre à la place de celui auquel il se propose de s'attaquer. Il cherche, non pas à permettre aux masses exploitées de s'organiser, mais à canaliser les aspirations et les mécontentements pour renforcer, consolider l'embryon d'appareil d'Etat qu'il prépare.

Face à Tombalbaye, puis de Maloum, le FROLINAT représente dans une certaine mesure les aspirations des masses opprimées du Tchad à se libérer de la dictature et à mettre fin à la mainmise de l'impérialisme français sur l'économie qui se perpétue.

Mais politiquement, le FROLINAT se place sur le terrain de l'avenir bourgeois du Tchad. Ses méthodes d'action sont liées à son programme.

S'ils ne veulent pas voir leurs espoirs et leurs aspirations trahies, s'ils ne veulent pas se retrouver dans la situation des travailleurs algériens, les travailleurs tchadiens ne doivent pas se fondre dans le Front constitué par le FROLINAT et abandonner la défense de leurs intérêts. Ils ne doivent pas accepter d'être "libérés". Ceux qui prétendent libérer les exploités sans les rendre conscients, sans les organiser, sans les mobiliser, leur préparent généralement de nouvelles chaînes.

* * *

UNE NOUVELLE FORME DE L'APARTHEID

L'Afrique du Sud a décidé d'accorder pour le 26 octobre prochain l'indépendance au Transkeï, l'un des huit foyers Bantoustans.

Le Transkeï, comme les autres Bantoustans, est une des régions les plus arriérées, les plus pauvres, de l'Afrique du Sud. C'est dans ces Bantoustans, ou "foyers nationaux", que le pouvoir regroupe la majorité de la population africaine. La plupart des gens qui habitent cette région sont obligés d'aller travailler ailleurs, là où il y a les richesses qui sont accumulées entre les mains de la minorité blanche.

Ils vont à Johannesburg, au Cap, et d'autres villes industrielles, là où il y a les usines des grands trusts capitalistes. Ils travaillent pour des salaires de misère, en vivant dans des foyers. En plus, le régime de l'apartheid ne tolère aucune organisation syndicale et politique des africains.

Alors ceux qui vivent de façon permanente dans le Transkeï, sont en majorité des vieux, des jeunes en âge scolaire et des femmes qui ne travaillent pas. Le Transkeï est considéré comme le ghetto.

En accordant l'indépendance à cette région de l'Afrique du Sud, le régime de Voster crée en réalité un tout petit Etat qui lui sera soumis économiquement et politiquement. Cette "indépendance" permet au gouvernement de Voster de considérer les travailleurs africains comme des étrangers dans leur propre pays.

C'est évidemment une indépendance bidon. C'est l'indépendance d'un camp de concentration.

Voilà la dernière trouvaille du régime de l'apartheid pour empêcher la majorité africaine d'être chez elle dans son propre pays. Partager le pays en deux, en réservant la majorité des bonnes terres, la quasi totalité des ressources naturelles et des richesses à une minorité de privilégiés et enfermer la majorité africaine dans d'immenses ghettos aussi misérables qu'"indépendants".

Les richesses de l'ensemble de l'Afrique du Sud appartiennent à ceux qui les ont créées, à ces milliers de travailleurs pour la plupart africains, dont la sueur, la souffrance et l'exploitation ont édifié une industrie puissante, une économie florissante. C'est à eux de prendre en main le contrôle du pays.

KISSINGER EN AFRIQUE:

les carottes et

le bâton

Kissinger, responsable de la politique étrangère des Etats Unis, est en tournée en Afrique. De Dar-Es-Salam en Tanzanie à Dakar au Sénégal, il se rend dans sept capitales africaines.

La longueur du voyage constitue déjà une espèce de nouveauté : la diplomatie américaine n'avait pas l'habitude de s'intéresser tant aux pays d'Afrique. Mais de surcroît, il est question que Kissinger rencontre au cours de son voyage des dirigeants de l'opposition nationaliste africaine de Rhodésie, ce qui est encore davantage une nouveauté de la part du représentant de cet impérialisme américain qui est traditionnellement le principal soutien des régimes racistes de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud.

En fait, l'intérêt renouvelé des Etats Unis envers l'Afrique, ainsi que les avances de Kissinger vers les dirigeants africains s'expliquent. L'impérialisme américain a quelques raisons de craindre que l'Afrique soit en passe de devenir un "continent qui bouge".

Pas seulement parce que les restes des anciens empires coloniaux comme à Djibouti, ou encore en Namibie, en Rhodésie ou en Afrique du Sud sont ébranlés par les vagues de colère qui parfois se sont déjà transformées en révolte armée. Mais aussi parce que les systèmes politiques mis en place par les anciennes puissances coloniales pour préserver leurs intérêts sous le couvert de régimes formellement indépendants, sont en train de craquer.

Les quelques quinze ans qui se sont écoulés depuis la dernière vague de décolonisation octroyée ont contribué à montrer aux masses exploitées et opprimées que l'indépendance en elle-même ne suffit pas pour répondre à leurs aspirations. Les colonisateurs ont été remplacés par des profiteurs nationaux, avides et autoritaires. Derrière eux d'ailleurs, les groupes capitalistes des anciennes puissances coloniales ont gardé souvent leur influence et leurs privilèges. La perpétuation de l'exploitation et de l'oppression sous des formes souvent à peine changées par l'indépendance fait que l'Afrique est lourde de révoltes et de bouleversements.

Par ailleurs, certains des régimes mis en place par les colonisateurs et en particulier ceux qui sont à la tête de pays possédant des richesses naturelles, ont gagné suffisamment d'assurance pour s'engager sur la voie de l'éloignement par rapport à l'ancienne puissance coloniale, notamment en cherchant des appuis du côté des autres puissances impérialistes.

Ne seront-ils pas tentés de chercher des appuis du côté des pays de l'Est ?

Gardien de l'ordre impérialiste, les Etats Unis voient avec inquiétude l'Afrique bouger. D'autant plus que la situation d'instabilité risque de faire de l'Afrique le principal théâtre de la rivalité entre grandes puissances pendant les années à venir. Ce qui s'est passé en Angola a été un avertissement pour les Etats Unis.

Alors, pour freiner ou empêcher les bouleversements préjudiciables à ses intérêts, pour empêcher une nouvelle extension de l'influence de l'URSS en Afrique, l'impérialisme américain s'intéresse davantage à l'Afrique. Il a donné le bâton en Angola - sans succès d'ailleurs. Après le voyage de Kissinger, il essaie de donner la carotte en prenant verbalement quelque distance vis-à-vis des régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud

Pas question pour les Etats Unis d'abandonner l'Afrique du Sud. Mais les quelques phrases lancées pour se démarquer de la politique du gouvernement rhodésien suffiront sans doute pour les dirigeants africains.

Ni les carottes ni le bâton de l'impérialisme américain ne suffiront cependant à stabiliser l'Afrique, et à y maintenir une situation favorable à l'impérialisme. Les inégalités criantes, l'exploitation et l'oppression soumettent tous les pays de l'Afrique à des tensions que l'impérialisme américain ne saurait désamorcer.

* * *

1^{er} MAI : JOURNEE DES TRAVAILLEURS

Cette année comme tous les ans, le 1er Mai est une occasion pour les chefs d'Etat d'un certain nombre de pays comme le Mali ou le Sénégal de faire défiler des ministres devant des réunions de membres de syndicats officiels pour leur faire faire des discours sur les vertus du travail.

Ces Etats essaient de faire du 1er Mai, la journée du travail, la journée de collaboration entre syndicalistes corrompue et représentants des gouvernements.

En réalité, le 1er Mai est autre chose que cela. En effet, il y a 90 ans, le 1er Mai 1886, les travailleurs américains de Chicago se mirent en grève totale pour revendiquer la journée de travail de 8 heures : 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos. Au cours de cette manifestation la bourgeoisie américaine organisa une provocation en faisant exploser une bombe dans les rangs de la police.

En prétextant l'explosion de cette bombe, le gouvernement de l'époque fait arrêter les dirigeants ouvriers, les fait condamner à mort pour les pendre ensuite.

Quelques années plus tard, à l'initiative de Rosa Luxemburg, révolutionnaire socialiste allemande, la IIème Internationale décide de faire du 1er Mai une journée de commémoration aux travailleurs américains victimes de la répression. Elle en fait aussi une journée de combat, de lutte et de solidarité des travailleurs du monde entier.

La bourgeoisie avec la complicité des organisations réformistes, a depuis essayé de faire de cette journée une innocente "Fête du Travail". En fait il en est autrement. C'est une journée où tous les travailleurs manifestent, montrent leur solidarité et leur force. C'est une occasion de montrer que tous unis, les travailleurs non seulement sont plus forts, mais peuvent préparer un avenir meilleur.

Loin d'être une "journée du travail", le 1er Mai est une journée de commémoration et de combat. Et c'est également, faut-il le rappeler, la journée de l'internationalisme. Car, par delà les frontières, par delà les barrières de la langue et de la distance, le prolétariat constitue une seule et même classe à l'échelle du monde, avec le même ennemi, le Capital et avec le même but, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.